

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/ACC/MOL/10
15 février 1999

(99-0571)

Groupe de travail de l'accession de la Moldova

Original: anglais

ACCESSION DE LA MOLDOVA

Le secteur agricole moldove

La Mission permanente de la Moldova a fait parvenir au Secrétariat l'exposé général ci-après de la situation du secteur agricole moldove, portant notamment sur la production, la consommation, les exportations et les importations.

Généralités

L'agriculture est la base de l'économie de la République de Moldova: elle représente 40 pour cent du PIB, elle emploie 42 pour cent de la population et sa part du total des exportations est estimée à 90 pour cent. La spécialisation de la Moldova dans la production agricole est attribuable à un climat favorable et à une fertilité du sol supérieure à la moyenne. Les terres agricoles représentent près de 80 pour cent de la superficie du pays; et plus de la moitié de sa population vit dans les régions rurales.

Au premier semestre de 1998, la production agricole représentait 11,1 pour cent du PIB, contre 10,0 pour cent en 1997.

Évolution de la production

S'il est vrai que la production agricole totale a augmenté de 11 pour cent en 1997 par rapport à l'année précédente, elle représentait une diminution de plus de 40 pour cent par rapport à la période 1986-1990.

La valeur de la production agricole des neuf premiers mois de 1998 s'élève à 3 416 millions de lei aux prix courants, ce qui, à des prix comparables, représente 97 pour cent de la valeur correspondant à la même période en 1997. Ce recul est attribuable à la baisse de la production végétale au cours des neuf premiers mois de 1998, où elle faisait 4 pour cent de moins qu'aux trois premiers trimestres de 1997. La baisse de la production végétale, quant à elle, est à mettre au compte de la diminution du rendement moyen à l'hectare et du ralentissement des rythmes de rendement. La production de tous les végétaux a diminué, à l'exception de la production légumière, qui a augmenté de 69 pour cent par rapport à 1997.

La production d'ensemble des éleveurs a aussi régressé. La production de bovins a diminué de 9 pour cent. La raison en est que les exploitations privées n'ont encore pu accumuler un cheptel égal à celui des anciennes entreprises. La production laitière a reculé de 2 pour cent. Quant à la production de volaille, elle est restée au même niveau qu'en 1997. Seule la production de porcins vivants a augmenté, de 4 pour cent.

Commerce extérieur

Les exportations de produits agricoles et alimentaires, qui représentent 74 pour cent du total des exportations moldoves, ont diminué de 89 pour cent en 1998 par rapport à la même période de l'année précédente. Les produits dont l'exportation a le plus notablement diminué sont les graines de tournesol (de 83 pour cent), le vin destiné à la fabrication d'autres boissons (de 82 pour cent), l'huile de tournesol (de 70 pour cent), le sucre (de 70 pour cent), les vermouths (de 63 pour cent), les vins mousseux (de 61 pour cent), la viande de bœuf (de 54 pour cent) et la viande de porc (de 51 pour cent).

Soutien de l'État

L'État moldove subventionne actuellement l'agriculture par trois voies:

- subventions en espèces prélevées sur le budget de l'État;
- prêts garantis par l'État;
- subventions autres qu'en espèces.

Les versements directs provenant du budget de l'État constituent la plus petite part du système de subventionnement. Ils représentent invariablement 4 pour cent de l'ensemble des dépenses budgétaires, et quelque 2 pour cent du PIB. Ces crédits sont en général affectés à l'irrigation, à la protection de l'environnement et au subventionnement par produit, par exemple à la plantation d'arbres fruitiers et à l'amélioration zootechnique et viticole. Pour 1999, la Loi de finances prévoit des versements directs au secteur agricole privé s'élevant au total à 75 millions de lei.

De 1992 à 1997 inclusivement, le Ministère des finances a garanti pour 360 millions de lei de prêts à des entreprises agricoles. Il s'agissait entre autres de prêts techniques à l'achat de carburants, combustibles, pièces détachées, engrais minéraux et produits chimiques pour la protection des plantes, destinés aux producteurs et aux transformateurs ou à leurs salariés. Cependant, plus de 50 pour cent des bénéficiaires de ces mesures n'ont pas remboursé leurs emprunts à l'échéance. Qui plus est, une part d'environ 70 millions de cette dette a jusqu'à maintenant été remise, et donc transformée en subventions.

Pour l'heure, la contribution du secteur bancaire reste minime. Les banques préfèrent manifester prêter aux transformateurs et aux acheteurs plutôt qu'aux exploitations agricoles, et quand elles prêtent à celles-ci, il s'agit plutôt de grandes entreprises que de nouvelles entités du secteur privé.

Si l'on constate des progrès notables dans la mise en place d'un nouveau système intermédiaire de financement des exploitations agricoles, les possibilités d'emprunt, en particulier d'emprunt à long terme pour les agriculteurs du secteur privé, sont encore restreintes, ce qui entrave le développement de l'économie rurale.

Les subventions autres qu'en espèces constituent le mode de soutien le plus important. Elles consistent en remises ou réductions de dettes du secteur agricole à l'égard de l'État ou du système bancaire. Les subventions autres qu'en espèces s'élèvent à un montant de beaucoup supérieur aux versements directs. Selon un rapport de la Banque mondiale, les crédits affectés aux subventions autres qu'en espèces s'établissaient à 1 017 millions de lei (soit 670 pour cent de plus que le soutien en espèces) en 1995 et à 1 657 millions de lei (936 pour cent de plus) en 1996.

Ce sont les producteurs de blé, l'industrie laitière et les exploitations agricoles victimes de catastrophes naturelles qui ont bénéficié de la plus grande partie de ces subventions autres qu'en espèces.

La crise financière qui touche l'ensemble de l'économie nationale a aggravé les problèmes de l'agriculture. Le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire a élaboré un certain nombre de programmes de développement dans le but d'améliorer la situation de l'agriculture. Les montants des subventions à attribuer à chaque branche de production sont prévus dans ces programmes. On trouvera ci-après un état récapitulatif de ceux-ci.

Privatisation

La restructuration des exploitations agricoles en Moldova a commencé en 1991 et se poursuit avec l'aide de divers donateurs. En 1997, 72 anciennes fermes d'État et collectives ont fait l'objet d'opérations de privatisation et de réorganisation. Le programme de privatisation de 1998-1999 prévoyait que l'on travaillerait avec 550 entreprises agricoles envisageant la privatisation et la réorganisation. Cependant, 643 grandes entreprises agricoles ont signé des accords et participent actuellement au processus de privatisation dans le cadre du "Projet agraire". La restructuration est entravée par la dette des grandes entreprises agricoles, actuellement considérable, qui rend difficile d'en continuer la réorganisation et la privatisation.

Selon les données communiquées par le Département de la statistique, quelque 298 000 personnes avaient demandé la privatisation de leurs lots de terre au 1^{er} octobre. Deux cent trente et un mille (77 pour cent) l'ont obtenue. Au cours des neuf premiers mois de 1998, 55 000 personnes (24 pour cent) sont devenues propriétaires de leurs lots. Du nombre total de personnes à qui on a attribué des lots, 108 000 (47 pour cent) ont créé 77 000 exploitations agricoles privées. La superficie totale appartenant à des entreprises agricoles privées est de 143 000 hectares.

État récapitulatif des programmes de développement sectoriels élaborés par
le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Branche	Montant des subventions (par an, en millions de lei)							
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Production de tabac	446,83	353,61	374,46	395,42	406,31	416,22	-	-
Arboriculture fruitière	-	36,0	396,1	436,0	508,0	400	400	-
Élevage	-	45,25	43,75	43,75	43,75	45,25	-	-
Viticulture	-	37,6	52,3	67,9	85,6	114,0	122,5	144,7
Production légumière	-	-	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	-
Plantes aromatiques	-	-	8,72	6,84	7,36	4,62	4,28	-
Total	446,83	472,46	880,83	965,41	1 056,52	985,59	532,28	144,7

Exposé succinct du programme de développement de la production du tabac pour 1998-2003
annexé à la Décision gouvernementale n° 145 du 9 février 1998

Ce programme a été adopté en application de l'article premier de la Décision gouvernementale n° 145.

La première partie de ce programme met en lumière l'importance de la culture du tabac pour la République de Moldova. Dans un contexte où quelque 60 pour cent de la population active vit dans les régions rurales et où la superficie de terre arable par habitant s'inscrit entre 0,58 et 2 hectares, l'importance des cultures intensives – capables de faire augmenter globalement les produits d'exploitation à l'hectare et d'occuper le plus grand nombre de personnes possible – apparaît évidente.

Le tabac remplit ces critères. Les tabaculteurs moldoves ont pu obtenir des rendements nets de 20 à 25 quintaux de feuilles séchées à l'hectare et des bénéfices nets de 2 000 à 4 000 lei par quintal.

La deuxième partie du programme expose la situation actuelle de cette branche d'activité et énumère les facteurs:

- perte des marchés traditionnels de l'Est après l'effondrement du système soviétique et manque de souplesse des agents économiques et des organismes administratifs;
- effet de désincitation produit par l'écart énorme entre les prix d'achat (maintenus à un niveau artificiel par les entreprises monopolistiques de transformation) et les prix en augmentation constante des intrants (carburant, engrais, etc.);
- impossibilité de mettre en œuvre de nouvelles technologies;
- absence antérieure de politique claire en matière de privatisation, de propriété, de soutien financier et d'investissement de la part du gouvernement et des organismes administratifs intéressés.

La situation a commencé à s'améliorer en 1997, le gouvernement ayant:

- permis aux tabaculteurs de disposer librement de leur production, même pour payer les fournisseurs de carburant, d'engrais, de matériel, etc.;
- levé les restrictions à l'exportation du tabac.

Les objectifs du programme sont les suivants:

- Accroître la production de tabac. On a évalué la demande des marchés existants (y compris le marché intérieur) à 80 000-100 000 tonnes par an. La production de cette quantité exigera une superficie de 80 000 à 85 000 hectares ainsi que les investissements détaillés dans le tableau ci-dessous.

Indicateurs généraux des investissements nécessaires pour améliorer la base technique
de la branche et des coûts qu'exigera la production de 80 000 à 100 000 tonnes
de tabac jusqu'à 2003 (en millions de lei)

Structure des investissements	Année					
	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Volume de production	80,0	85,0	90,0	95,0	97,5	100,0
Coûts de production des semis	138,49	118,86	125,87	132,92	136,37	139,91
Coûts du travail du sol et de la plantation	5,0	5,3	5,61	5,92	6,7	6,23
Coûts d'entretien des plantations	18,0	19,1	20,23	21,36	21,91	22,48
Coûts de récolte et de transport	40,0	42,5	45,0	47,52	48,75	50,02
Investissements en vue de la création d'une base matérielle et technique pour le séchage, la sélection et le conditionnement	245,34	167,85	177,75	187,7	192,58	197,58
Total annuel	446,83	353,61	374,46	395,42	406,31	416,22

Le programme prévoit la création d'un Fonds de soutien alimenté par les droits d'accise et autres impositions perçues à l'exportation du tabac et à l'importation des produits du tabac, qui servira au financement des activités suivantes:

- travaux et formation scientifiques et techniques,
- transformation des feuilles de tabac et fabrication de produits du tabac,
- privatisation de la production de tabac.

Exposé succinct du programme de développement de l'arboriculture fruitière

Le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire a élaboré le programme de développement de l'arboriculture fruitière dans le but d'améliorer la situation de cette branche. Selon les statistiques citées dans ce programme, la production d'ensemble de l'arboriculture fruitière est passée de 876 000 tonnes (production moyenne de 5,5 tonnes à l'hectare) pendant la période 1986-1990 à 540 000 tonnes (4,0 tonnes à l'hectare) ces dernières années. La production d'arbres greffés, qui atteignait 12 millions d'unités en 1987, n'était plus que de 0,5 million en 1996. En conséquence, la part de l'arboriculture fruitière dans le revenu global du secteur agricole est passée de 16 à 8 pour cent.

Les principes de ce programme sont les suivants:

- maintenir une superficie de quelque 100 000 hectares plantée en arbres fruitiers et régénérer les plantations suivant un taux annuel de 7 à 9 pour cent;
- créer de nouvelles plantations seulement pour remplacer les anciennes à faible productivité;
- utiliser au maximum les facteurs de production intensive: espèces d'arbres fruitiers capables de résister aux conditions environnementales et aux maladies locales, combinaisons optimales de greffage, création de plantations à cycle d'exploitation court et mise en œuvre de technologies de production modernes;
- faire en sorte de maintenir à sept ou huit le nombre d'entreprises autorisées à produire des arbres greffés, et leur production à 5,0-5,5 millions d'unités.

Investissements nécessaires au développement de l'arboriculture fruitière

Objectifs du programme	Année					
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Création de plantations d'arbres fruitiers	-	52,2	88,5	142,7	-	-
- dont achat de semis	-	10,0	16,0	25,6	-	-
Maintien de la productivité des plantations	-	338,6	340,0	356,0	-	-
- dont achat de pesticides et d'engrais	-	146,0	147,0	151,0	-	-
Entretien des semis	-	3,4	4,5	6,0	-	-
Production de semis	-	2,5	3,0	3,3	-	-
Total	36,0	396,1	436,0	508,0	400	400

Exposé succinct du programme de développement de l'élevage

Ce programme de développement a été adopté en application de la Décision gouvernementale n° 451.

L'article premier de la Décision n° 451 sanctionne le programme de développement de l'élevage (qui y est annexé). L'article 2 porte que le Ministère des finances devra prévoir dans la Loi de finances, se fondant sur les indications du Ministère de l'agriculture, l'affectation de crédits au développement de l'élevage.

Le paragraphe 1 du programme proprement dit expose la situation actuelle de l'élevage. Pour des raisons aussi bien objectives (telles que les catastrophes naturelles) que subjectives (par exemple les entraves à la réforme de l'agriculture), l'élevage est en régression. Depuis 1990, le nombre de bovins a diminué de 466 000, celui des porcins vivants de 943 000, celui des volailles vivantes de 9 095 100, et celui des ovins et chèvres de 19 000. En même temps, les ventes d'animaux vivants ont diminué de 322 300 tonnes, les ventes de lait de 720 000 tonnes, et les ventes d'oeufs de 535 millions d'unités. La production annuelle moyenne de lait par vache est passée de 4 016 kg en 1989 à 1 689 kg en 1997, tandis que cette production a atteint 2 045 kg ans le secteur privé.

Au paragraphe 2 sont définis les objectifs du programme, qui sont les suivants:

Rétablir le cheptel antérieur au moyen de soutiens financiers, conformément à l'article 16 de la Loi de la République de Moldova sur la sélection et la reproduction des animaux d'élevage. Cet article dispose que le gouvernement stimulera la sélection et la reproduction du bétail en octroyant aux propriétaires de ressources de reproduction

- des subventions prélevées sur le budget de l'État pour l'importation des meilleurs produits en fait de ressources de reproduction, de préparations biologiques et vétérinaires et de matériel afin qu'ils puissent obtenir de nouvelles races plus productives;
- des prêts à long terme pour l'achat de ressources de reproduction et de matériel aux mêmes fins.

Accroître la production laitière d'ensemble au moyen d'incitations indexées sur les ventes de lait.

Selon la Décision gouvernementale n° 451 (qui assure l'exécution de la Loi de la République de Moldova sur la sélection et la reproduction des animaux d'élevage), la réalisation des objectifs de ce programme nécessitera les investissements détaillés dans le tableau ci-dessous.

	Année (en millions de lei)				
Branche	1999	2000	2001	2002	2003
Amélioration génétique					
Bovins	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Porcins	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3
Ovins	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Chevaux	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Volaille	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
Total	18,25	18,25	18,25	18,25	18,25
Production laitière	21,0	22,5	24,0	25,5	27,0
Ateliers d'insémination artificielle	6,0	3,0	1,5	-	-
Total global	45,25	43,75	43,75	43,75	45,25

Exposé succinct du programme de développement de la viticulture (1998-2000)

Le programme de développement de la viticulture est sanctionné par l'article premier de la Décision gouvernementale n° 126 en date du 5 février 1998.

Ce programme sera exécuté sur trois ans (de 1998 à 2000). La première partie du programme est un exposé de la situation actuelle de la viticulture. Il y est précisé que les vignobles représentent 7 pour cent de l'ensemble des terres arables de la Moldova, mais que les produits d'exploitation de la viticulture s'élèvent à quelque 500 millions de lei, soit de 50 à 60 pour cent de l'ensemble des produits d'exploitation de l'agriculture nationale.

Ces dernières années, tant pour des raisons objectives (catastrophes naturelles) que subjectives (entraves au processus de réforme), la viticulture a régressé. Depuis la période 1981-1985, la superficie plantée en vignes a diminué de 70 000 hectares; cette superficie, au début de l'année en cours, ne faisait plus que quelque 164 000 hectares.

En 1997, on a planté 555 hectares en vignes, tandis qu'une superficie de 10 700 hectares devait être essouchée. La production totale de raisin a diminué jusqu'à 300 000 tonnes.

La superficie affectée à la production de semis est passée de 10 000 à 500 hectares.

Les objectifs du programme sont les suivants:

- Maintenir la superficie plantée en vignes au même niveau que ces dernières années, soit 164 000 hectares.
- Remplacer les 34 000 hectares de vignobles touchés par les gelées de l'hiver 1996-1997.
- Créer des vignobles de culture intensive à efficience de 100 pour cent à l'hectare:
 - 1998 – 1 000 hectares;
 - 1999 – 1 500 hectares;
 - 2000 – 2 000 hectares.
- Obtenir les volumes de production de raisin suivants:
 - 1998 – 500 000 tonnes;
 - 1999 – 600 000 tonnes;
 - 2000 – 700 000 tonnes.
- Planter en vignes les superficies suivantes:
 - 1998 – 8 000 hectares;
 - 1999 – 1 300 hectares.
 - 2000 – 1 700 hectares.

- L'objectif le plus important de ce programme est le rétablissement de la production de semis sur une superficie de 970 hectares, de manière à obtenir
 - 5 millions d'unités en 1998;
 - 7 millions d'unités en 1999;
 - 7,5 millions d'unités en 2000.

Le paragraphe 2 de l'article premier de la Décision gouvernementale n° 126 porte création d'un Fonds spécial pour le développement de la viticulture. Ce fonds relèvera du Ministère de l'agriculture et sera alimenté par:

- des crédits budgétaires affectés par la Loi de finances au développement de la viticulture;
- une partie des droits d'accise perçus sur les ventes de la production de vin;
- une partie des droits de licence perçus sur la production, le stockage et la vente de boissons alcooliques. Le reste de ces droits, égal à 50 fois le salaire minimum, sera versé au compte des recettes budgétaires.

Le Fonds spécial servira à financer les mesures de rétablissement et de maintien de la capacité de production des vignobles, ainsi que les travaux de plantation.

Ce fonds servira aussi à financer des programmes et projets de création d'entreprises privées, de constitution d'associations de viticulteurs de diverses structures juridiques, ainsi que de formation des producteurs des exploitations privatisées.

Le tableau ci-dessous rend compte des quantités de subventions qui seront nécessaires pour la réalisation des objectifs du programme.

Objectifs	Année						
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Plantations (en hectares)	1 500	2 000	2 500	3 000	3 500	4 000	4 500
Niveau minimum des subventions (en millions de lei)	33,6	47,3	61,9	77,6	94,5	112,5	131,7
Réserves pour éventualités (par exemple gel, en millions de lei)	4,0	5,0	6,0	8,0	9,5	11,0	13,0
Total	37,6	52,3	67,9	85,6	114,0	122,5	144,7

Exposé succinct du programme de développement de la production légumière

Le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire a élaboré ce programme de développement pour améliorer la situation de la production légumière.

Ces dernières années, la superficie plantée en légumes s'établissait à environ 50 000-55 000 hectares. En 1998, on a planté 50 000 hectares, dont le rendement total s'élevait à 485 000 tonnes, ce qui représente une diminution de 600 000 tonnes par rapport à 1990.

Pour la période 1999-2004, on prévoit une augmentation constante de la superficie plantée en légumes et un accroissement de la production légumière globale, qui devrait atteindre le million de tonnes.

La situation actuelle est principalement attribuable aux facteurs suivants:

- changement de la forme de propriété des facteurs de production;
- insuffisance et prix élevés du matériel et de l'énergie;
- perte des anciens marchés soviétiques;
- situation de l'industrie de transformation.

Le programme de développement élaboré par le Ministère de l'agriculture prévoit une augmentation de la production globale, qui devrait atteindre le million de tonnes. Le développement de la production légumière dépend de l'optimisation des terres plantées en légumes et de la réduction au minimum des pertes en cours de récolte, de transport, de transformation et d'entreposage.

Les mesures prévues pour la réalisation de ce programme sont les suivantes:

- production de semences;
- production de semis;
- création d'associations de transformateurs de légumes.

Les investissements nécessaires à l'exécution de ce programme sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

Mesures d'exécution du programme	Investissement total	Année				
		2000	2001	2002	2003	2004
Production de semences	7,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Production de semis	15,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Assistance scientifique	5,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Total	27,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5

Exposé succinct du programme de développement du secteur des plantes aromatiques

Ce programme de développement, élaboré par le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire, prévoit la nécessité de subventionner la production de plantes aromatiques, qui fournit des matières premières à l'industrie des huiles essentielles.

La lavande et la sauge sclarée produites en Moldova et les huiles essentielles qui y en sont extraites satisfont aux normes de qualité internationales. Cependant, la non-conformité aux normes agrotechniques et technologiques a un effet défavorable sur la qualité des produits finals. La technologie et le matériel sont en effet les mêmes qu'il y a 40 ans. La perte des marchés traditionnels due à l'effondrement de l'URSS, la longue période de transition et d'autres facteurs ont entraîné la régression de cette branche. En 1998, la production de celle-ci représentait de 7 à 10 pour cent de la production annuelle typique de la dernière décennie. La relance exigera des investissements dans la création de plantations industrielles et la production de matières premières, ainsi que dans la mise en œuvre de technologies modernes de transformation.

La lavande et la sauge sclarée constituent une priorité pour la République de Moldova. Il est prévu dans le programme que, en 2004, des superficies d'au moins 3 500 et 4 000 hectares seront respectivement plantées en lavande et en sauge sclarée. En 1998, la lavande n'était cultivée que sur 150 hectares; et la sclarée, sur 125. Mais même ces superficies sont suffisantes pour permettre de commencer l'exécution du programme. Ce démarrage exige la mise en œuvre de technologies de pointe pour la création de plantations industrielles, la culture et la transformation des plantes aromatiques, et l'obtention de produits finals de qualité supérieure.

Les tâches que doit remplir le programme sont les suivantes:

- mettre en œuvre des technologies de pointe pour la production de semis et la création de plantations industrielles de lavande et de sauge sclarée;
- mettre en œuvre des technologies de distillation de capacité moyenne (de 500 à 1 000 tonnes par campagne), en particulier pour la production d'essence de lavande;
- installer du matériel moderne pour la transformation des plantes aromatiques au moyen d'extraits de solvants, en particulier pour la production d'huile concrète de sclarée.

Investissements nécessaires au développement de la production d'huiles essentielles en Moldova

Objectifs du programme	Total des investissements (en millions de dollars EU)	Année				
		2000	2001	2002	2003	2004
Création de plantations de lavande	2 260	0,720	0,500	0,560	0,240	0,200
Création de plantations de sclarée	1 500	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300
Matériel de distillation	1 680	0,300	0,300	0,360	0,360	0,360
Matériel de transformation par solvants	6 600	0,720	1,420	1,600	1,420	1,420
Total	12 040	2,040	2,500	2,840	2,040	2,040